



**PRÉFÈTE
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 05/08/2024

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sarl GONNIN PNEUS ET METAUX

21 Route de Civray
79190 Sauzé-Vaussais

Références : 2863/CB/2024/263
Code AIOT : 0007202863

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement Sarl GONNIN PNEUS ET METAUX implanté Plaine de Limage 21 Route de Civray 79190 Sauzé-Vaussais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site GONNIN PNEUS et METAUX s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 « incendie déchets », qui a notamment pour but la vérification des moyens de lutte contre l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sarl GONNIN PNEUS ET METAUX
- Plaine de Limage 21 Route de Civray 79190 Sauzé-Vaussais
- Code AIOT : 0007202863
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GONNIN PNEUS et METAUX exerce des activités de transit, regroupement et tri de

métaux (rubrique 2713), de pneus (rubrique 2714) et de batteries (rubrique 2718) au 3 route de Montalembert à Sauzé-Vaussais et est soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2713. Les installations ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation n° 2663 du 31 janvier 1996, d'un arrêté préfectoral modificatif n° 4976 du 19 mai 2010 et d'un arrêté préfectoral complémentaire n° 5132 du 1er août 2011.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Nature de l'installation | Arrêté Préfectoral du 09/08/2011, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 4 mois |
| 2 | Prévention de la pollution des eaux | Arrêté Préfectoral du 31/01/1996, article 4.3 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Dispositifs de prévention des accidents | Arrêté Ministériel du 07/06/2018, article 10 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 7 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 07/06/2018, article 9 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 8 | Moyen de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 9 | Stockages | Arrêté Préfectoral du 31/01/1996, article 4.4.1 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
| 3 | Intégration dans le paysage | Arrêté Préfectoral du 31/01/1996, article 2.4 | Sans objet |
| 5 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater le changement d'exploitant, non déclaré en préfecture, ainsi que l'exercice des activités de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux (2713).

De nouvelles activités de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastique, caoutchouc, textiles et bois pour le stockage de pneus (2714) et de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux pour les batteries (2718), non autorisées, ont aussi été constatées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature de l'installation

| |
|------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2011, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative |
| Prescription contrôlée : |

| Rubrique | Alinéa | AS, A, E, D, DC, NC | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil du critère | Unité du critère | Volume autorisé | Unité du volume autorisé |
|----------|--------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------------|------------------|------------------|-----------------|--------------------------|
| 2713 | 1 | A | Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. | Dépôt de ferraille | Surface | 1000 | m2 | 4200 | m2 |

Constats :

La société SARL GONNIN PNEUS et METAUX n'exploite plus le site. Les activités ont été reprises par un nouvel exploitant, gérant de l'établissement Ludo Automobile, depuis le 1^{er} novembre 2022. Néanmoins aucune notification de changement d'exploitant n'a été transmise à l'inspection.

L'exploitant actuel a repris en l'état le terrain ainsi que les activités suivantes :

- 2713 : le transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux pour une surface précédemment autorisée au titre des ICPE à 4 000 m² et sans modification de la surface à ce jour.
- 2714 : le transit, regroupement, tri ou préparation en vue de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastique, caoutchouc, textiles et bois pour le stockage de pneus. Cette rubrique n'a pas été déclarée en préfecture et a fait l'objet d'une remarque lors de l'inspection du 3 mars 2016. Il y a 5 cellules de stockage de pneus usagés en extérieur et une à l'étage du bâtiment. L'exploitant indique que seule une cellule de stockage lui appartient, le reste est la propriété de l'ancien exploitant. D'après l'exploitant, les pneus usagés sont régulièrement récupérés par la société Méga Pneus.
- 2718 : le transit, regroupement ou tri de déchets dangereux. Cette rubrique n'a pas été déclarée en préfecture et a fait l'objet d'une remarque lors de l'inspection du 3 mars 2016. L'exploitant récupère et stocke des batteries usagées à la suite des réparations de véhicules réalisées dans le cadre de son activité de garagiste. Les batteries sont stockées dans un bac en plastique étanche. D'après l'exploitant, ce bac peut contenir au maximum une tonne de batteries.

L'exploitant peut retrouver les prescriptions applicables à son installation, et pour les rubriques mentionnées ci-dessus, dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 6 juin 2018.

Un poteau incendie est présent à 31 mètres de l'entrée ouest, un autre poteau incendie est présent à 150 mètres de l'entrée nord du site et enfin une réserve d'eau communale de 360 m³ est présente à 40 mètres de cette même entrée.

Les inspecteurs rappellent à l'exploitant qu'il est responsable de tous les déchets présents sur le site, même si ces derniers ne sont pas à lui.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant transmet au préfet le changement d'exploitant ainsi qu'un porter-à-connaissance (PAC) mettant à jour notamment les activités du site, les volumes exacts du stockage des pneus usagés, un plan d'écoulement des eaux sur le site et de façon générale toute information qu'il semble important à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet. L'exploitant est invité à se prononcer dans ce PAC afin de préciser le régime procédural de l'installation suite au déclassement du régime de la rubrique 2713.</p> <p>L'exploitant s'assure de ne pas stocker les batteries usagées ailleurs que dans le bac dédié et sans dépasser une tonne conformément aux prescriptions de l'AMPG du 6 juin 2018.</p> <p>Suite à la remarque n°2 de l'inspection du 3 mars 2016 et au vu du stockage des pneus et des batteries, l'exploitant contacte le SDIS concernant la défense extérieure incendie du site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 4 mois</p> |

N° 2 : Prévention de la pollution des eaux

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/1996, article 4.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des eaux pluviales</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales sont collectées au sol par des caniveaux ceinturant les ouvrages puis rejetées dans le réseau "eaux pluviales" de la zone artisanale. Les eaux pluviales recueillies sur les aires et emplacements spéciaux et susceptibles d'être polluées peuvent après passage dans le décanteur-déshuileur être rejetées dans le milieu naturel sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH compris en 5,5 et 8,5 • température inférieure à 30°C • MES < 35 mg/l • DCO < 125 mg/l • Hydrocarbures totaux < 10 mg/l <p>Les eaux polluées ne pouvant être rejetées devront être récupérées en vue d'un traitement ultérieur.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Aucune analyse n'a été effectuée.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant effectue l'analyse des eaux pluviales conformément à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1996 et s'assure du respect des valeurs limites avant rejet au milieu naturel. Il est transmis copie de ces résultats à l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 3 : Intégration dans le paysage

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/1996, article 2.4 |
| Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage |
| Prescription contrôlée : [...] Tout stockage en hauteur ne devra pas être visible de l'extérieur. [...] |
| Constats : Ce point a fait l'objet de l'écart n° 6 du rapport de visite réalisée le 3 mars 2016, date à laquelle le stockage de ferraille dépassait la clôture. Le jour de la visite, les inspecteurs n'ont constaté aucun dépassement du stockage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. [...] |
| Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'évacuation de son bâtiment, mais pas de plan des aires de stockage des différents déchets sur le site. L'exploitant a transmis sa déclaration de conformité au référentiel APSAD R4 (N4) n°02-165 datant du 17 février 2023, spécifiant les extincteurs présents sur le site : 1 extincteur à eau pulvérisée, 7 extincteurs à eau pulvérisée antigel, 3 extincteurs à poudre et 1 extincteur à CO2. Le site dispose de 12 extincteurs (listés sur le rapport de vérification du 13 février 2024 présenté par l'exploitant). Le jour de la visite, les inspecteurs ont constaté par sondage la présence d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site (voir point n°5). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se dote d'un plan des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. L'exploitant s'assure de la visibilité et de l'accessibilité des extincteurs. |

| |
|------------------------------------------------------------|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de visite de la société VIAUD du 13 février 2024 vérifiant les 12 extincteurs présents sur le site. Cette vérification est effectuée chaque année. Ce rapport a émis une observation quant à l'absence de plan d'intervention et d'alarme incendie. Les inspecteurs ont vérifié par sondage les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • AT1 • AT2 • LI1 • LI2 • B1 |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Dispositifs de prévention des accidents

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/06/2018, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et mise à la terre |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la vérification des installations électriques est effectuée périodiquement chaque année par la société Bureau Veritas. L'exploitant a transmis le dernier compte rendu (Q18) datant du 14 juin 2023 ne comprenant aucune non-conformité. L'exploitant précise que la société Bureau Veritas devait passer le 21 juin 2024 afin d'effectuer la vérification périodique des appareils électriques, mais ne s'est pas présentée.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant effectue dès que possible sa vérification des installations électriques et transmet à l'inspection le compte rendu dès sa réception.</p> |

| |
|-----------------------------------------------------------------------|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réserve de sable |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les même caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de réserve de sable sur le site.</p> <p>Pour rappel et selon l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif à la rubrique 2713, les déchets combustibles sont « des déchets, qui ne sont pas qualifiés d'incombustibles ; au sens de cette définition, les contenants, emballages et palettes sont comptabilisés en tant que matières combustibles » et les déchets inflammables sont « des déchets catégorisés HP3 au sens de la directive cadre déchets susvisée. Un déchet n'est pas considéré comme inflammable au sens de ce présent arrêté lorsque les mentions de danger attribuées aux constituants de ce déchet ne sont pas mentionnées au tableau 3 de l'annexe III de la directive cadre déchets ».</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se dote d'une réserve de sable meuble et sec ainsi que de pelles, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Moyen de lutte contre l'incendie

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de détection |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>[...]</p> <p>- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les services d'incendie et de secours peuvent être alertés grâce aux téléphones portables des employés présents sur le site.</p> <p>Il y a une alarme anti-intrusion pour le bâtiment mais aucune détection automatique ni alarme incendie. Des fûts d'huile ainsi que des batteries usagées sont stockés dans ce bâtiment.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se met en conformité en installant un système de détection automatique et d'alarme incendie dans son bâtiment. L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs relatifs à la bonne installation de cet équipement.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 4 mois</p> |

N° 9 : Stockages

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/1996, article 4.4.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockages</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (huiles, carburants, acides de batteries, ...) doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle contient et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, les inspecteurs ont constaté la présence de plusieurs fûts d'huile, neuve ou usagée, qui n'étaient pas sur rétention. Répartis équitablement, certains étaient dans le bâtiment et le reste à l'extérieur sur un sol non imperméabilisé. Seuls ceux présents dans le garage étaient sur rétention.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant positionne tous ses fûts d'huile sur rétention que ce soit des huiles neuves ou usagées conformément à l'article 4.4.1 de son arrêté préfectoral du 31 janvier 1996.</p> |

| |
|------------------------------------------------------------|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |